

# Évaluation des enseignants, évaluation des élèves : qu'évalue-t-on, au juste ?

**Jean-Jacques Paul,**  
professeur de Lettres en collège ZEP, Val-de-Marne

L'une des « compétences de base » des enseignants est d'évaluer les élèves. Ce faisant, l'enseignant évalue également en permanence son propre travail : quels points faut-il approfondir, comment s'y prendre différemment pour mieux faire acquérir telle ou telle notion ? Évaluation « sommative » des acquisitions des élèves, mais aussi évaluation « formative », travail mené conjointement avec les élèves, explicitation, analyse des erreurs, « détour » pédagogique pour tenter d'autres chemins si les stratégies mises en place ont échoué.

Que se passe-t-il du côté des élèves ? « le nombre d'élèves en difficulté augmente depuis dix ans » (Mattea Battaglia, *Le Monde* du 17 novembre 2011). Certes. Mais l'on peut s'étonner que les études sur la difficulté scolaire ne prennent pas en compte un facteur pourtant déterminant : l'explosion de l'utilisation des « prothèses » numériques par les enfants et les adolescents, inversement proportionnelle à la pratique de la lecture. Posez la question aux élèves : « Avez-vous la télé dans votre chambre ? ». Au fil des ans, le nombre de réponses positives n'a cessé d'augmenter. L'exception ? Les élèves « en réussite », qui préfèrent la lecture aux consoles de jeux. Les 10% aussi peut-être qui ne passent pas la journée cramponnés à leur téléphone portable. Ceux qui, issus pourtant des mêmes milieux que leurs camarades, ayant suivi toute leur scolarité dans des collèges ZEP, deviennent normaliens, polytechniciens, neurochirurgiens, chercheurs en neurosciences, etc.

## **Le débat sur l'École française marqué du sceau de la schizophrénie**

Parlons clair. Tous les débats sur l'École depuis trop longtemps déjà sont marqués du sceau de la schizophrénie. On pouvait lire dans *Le Monde* du 13 juin 2007 : « *Un enfant de 14 ans qui passe plus d'une heure par jour devant la télévision court un plus grand risque d'échec scolaire. Un adolescent qui regarde la télévision plus de trois heures par jour divise par deux ses chances de suivre des études supérieures. En France, la durée devant la télévision chez les enfants de 4 à 14 ans s'établit à deux heures vingt par jour* ». On peut lire à nouveau quatre ans plus tard que « *la petite lucarne peut jouer un rôle délétère sur la cognition et le comportement des enfants* », que « *regarder la télévision avant l'âge de 2 ans est associé à des retards de langage, à des retards cognitifs [...] à des résultats scolaires plus faibles et des troubles de l'attention* » (*Le Monde* du 8 octobre 2011). Personne, apparemment, n'a songé à faire le lien avec les statistiques sur la difficulté scolaire. Personne ? Si. En 2006, le Ministère de l'Éducation nationale met en ligne sur son site des « Fiches familiales d'accompagnement à la scolarité ». Des conseils aux parents parmi lesquels on trouve, notamment : « encourager l'enfant à lire le soir plutôt qu'à jouer à un jeu vidéo ; l'écouter, lui parler, souligner les qualités dont il fait preuve, valoriser le plaisir d'apprendre ; encourager chez lui l'effort et la persévérance devant les difficultés ; éviter la télévision et l'ordinateur dans la chambre ; éviter de critiquer les méthodes de l'école devant l'enfant ; si on ne peut pas être présent au moment du travail personnel de l'enfant, en parler avec lui : « *Qu'est-ce tu avais à faire aujourd'hui? C'était difficile ? C'était intéressant ?* » Sitôt publié, ce travail disparaît du site du Ministère. Pourquoi ?

Curieux silence, aussi, de la part des organisations syndicales d'enseignants. Silence gêné ? Impossibilité de communiquer sur ce point, au risque de donner l'impression que les

enseignants se défont de leurs responsabilités ? Le souci constant des enseignants de faire progresser leurs élèves ne devrait-il pas inciter l'« Institution » à favoriser le travail avec les familles, sans culpabiliser qui que ce soit, mais en appelant un chat « un chat » ? Car on le sait depuis longtemps : « *La difficulté rencontrée par les élèves des classes populaires s'explique par le rapport au langage qu'ils ont développé, uniquement concret et utilitaire* » (Bernard LAHIRE, *Culture écrite et inégalités scolaires*, 1993). « *La caractéristique la plus nette des jeunes en grande difficulté d'apprentissage réside dans la faiblesse quantitative et qualitative (en termes de variété) des interactions avec les adultes, y compris leur famille [...] la rareté des interactions, et en particulier la rareté d'interactions à visée d'apprentissage ou au moins d'information.* » (Elisabeth BAUTIER, *Pratiques langagières, pratiques sociales*, 1995). « *Les enfants vivant en famille monoparentale et de statut socio-économique faible ont de 11% à 26% plus de chances de développer un retard scolaire que d'autres enfants du même sexe et de même nationalité qui vivent avec leurs deux parents* (Doris R. Entwisle, *Children, Schools, and Inequality*, 1996). « *Il est souhaitable d'identifier les problèmes dont peut souffrir un enfant en grande difficulté, notamment les **problèmes de santé et de maltraitance, les conflits familiaux, les situations de pauvreté** [...] L'identification de la **dyslexie** ne conduit pas aux mêmes types d'action que l'**inappétence scolaire** d'un enfant* » (B.O. n° 44 du 26 novembre 1998 ). Alors, à quand une grande campagne nationale sur le modèle des spots télévisés de la Prévention routière ou de la Lutte contre le tabagisme ? Pourquoi ce silence assourdissant ? Principe de précaution pour ne pas mettre en péril l'industrie des écrans plats, le commerce des téléphones portables, le chiffre d'affaires des fournisseurs d'accès à Internet ?

Venons-en à l'évaluation des enseignants. « *Les enseignants seront désormais explicitement notés en fonction des résultats des élèves [...] Les professeurs dont les élèves auront progressé ou réussi leurs examens ou certifications, les professeurs qui auront conduit avec succès à leur terme des projets pédagogiques ou éducatifs pourront bénéficier de primes.* » ( M. Xavier Darcos, mars 2007). L'idée refait aujourd'hui surface (le Monde du 17 novembre 2011). Où l'on voit tantôt un corps enseignant dont il faut « Restaurer l'Autorité », tantôt ce même corps enseignant évalué selon des critères qui ne tiennent aucun compte de la réalité de ce que sont beaucoup d'élèves de ce début du XXIème siècle. Quelle lisibilité pour les familles, pour les enfants ? *Quid* du Respect pour l'Instituteur de l'École de la République ? *Quid* de pédagogues qui ne seraient plus évalués par des pédagogues spécialistes de leur discipline ? Dans une société où tous les repères sont brouillés, on ne s'étonnera guère que certains « craquent », victimes de ce « malaise enseignant » dont on parle tant, et dont il ne faut pas chercher la cause ailleurs que dans l'incessant mouvement de yo-yo auquel ils sont soumis. *Le Monde* du 20 octobre 2011 : « *Alerte sur le niveau d'épuisement des enseignants [...] 17% des professeurs de collèges et lycées seraient victimes de « burn-out », qui conjugue épuisement physique, mental et émotionnel, contre 11% dans les autres professions* ». En ces temps de crise, il n'y a pas que l'Économie qui boit la tasse : avec son École, c'est la Nation tout entière qui perd la boussole.

Hélas ! Une fois de plus, radios et télévisions n'ont pas échappé au « brouillage » médiatique, ajoutant à la confusion générale. Additionnons un plus un : une nouvelle donne dans l'évaluation des enseignants et l'instauration d'une journée de carence pour les fonctionnaires... Toute la journée du 16 novembre 2011, à la radio comme à la télévision, la même fausse information est répétée à l'envi, mélangeant déficit, fraudeurs sociaux, et fonctionnaires qui passent, une fois de plus, pour des privilégiés, voire des parasites. Rectifions donc : lorsqu'un fonctionnaire est malade, *c'est son administration qui prend en charge la continuité de son traitement ; cela n'impacte donc en rien le déficit de l'Assurance Maladie*. Mais voilà, les journalistes sont eux aussi soumis à la pression ambiante, ils n'ont pas toujours le temps de vérifier leurs informations, et dupliquent à l'infini la même erreur, probablement à partir de la même dépêche. Un petit rien, une goutte de plus dans le vase déjà prêt à déborder d'enseignants fragilisés parce qu'ils ne se sentent plus soutenus par une société aux fondements de laquelle ils contribuent pourtant plus que toute autre

catégorie socioprofessionnelle. Des enseignants rendus, aux yeux de tous, seuls responsables de l'échec scolaire, puisque « *notés en fonction des résultats des élèves* » ? Résultat ? Le « mammouth », un « grand corps malade » livré à toutes les attaques, et qui n'en continue pas moins à assurer avec dignité une mission confiée par la Nation, et rendue de plus en plus difficile par des élèves en manque de repères.

Remerciements tout de même à la rédaction de *France 3* qui a bien voulu répondre à mon courriel : « *À juste titre, vous avez relevé cette erreur regrettable. C'est, en effet, l'administration du fonctionnaire concerné qui verse le traitement. Nous avons bien évidemment fait suivre votre courriel à la journaliste. Un rectificatif sera fait dans un prochain sujet. Merci pour votre vigilance, signe d'une exigence que je comprends. J'espère que cela n'entamera pas trop votre crédibilité à notre égard.* » Trop tard. Le mal est fait. Vous n'avez fait qu'y ajouter une goutte d'eau de plus. D'ailleurs, je suppose que vous avez voulu écrire : « *J'espère que cela n'entamera pas trop notre crédibilité à vos yeux* » ?